

# La flambée des prix s'inscrit dans la durée

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5508 - Mardi 2 novembre 2021 - Prix : 10 DA

Elections locales

## 34 % des dossiers de candidature rejetés

Conseil des ministres/Règlement des contentieux

## Le Président ordonne la création de tribunaux commerciaux

### COP26 : le pessimisme mesuré de Boris Johnson

Par Mohamed Habili

**L**es experts du climat membres du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), relevant de l'ONU, sonnent l'alarme sans discontinuer sur le réchauffement climatique, et ses conséquences désastreuses à la fois sur la planète et le vivant en général, depuis la création de leur organisation en 1988. Leurs rapports d'évaluation n'ont cessé depuis de sonner le tocsin de plus en plus fort, si bien que tout le monde a fini par leur prêter attention, d'autant que leur message n'a guère varié. Aujourd'hui, ce n'est plus tant de réchauffement climatique qu'il est question dans leurs documents que d'urgence climatique. Ce qui prouve bien que s'ils sont maintenant écoutés, ils ne sont pas encore entendus. Si désormais on prête l'oreille à ce qu'ils disent, ce n'est pas parce que leurs arguments scientifiques ont fini par porter, mais parce que les catastrophes naturelles directement imputables au dérèglement du climat ont eu tendance à se multiplier ces dernières années. La série noire de 2021 tout particulièrement, diverse dans ses manifestations mais égale à elle-même dans ses destructions à travers le monde, a été impressionnante, y compris aux yeux des plus climato-sceptiques, qui du coup n'élèvent plus la voix.

Suite en page 3

67<sup>e</sup> anniversaire du 1<sup>er</sup> novembre

# Tebboune appelle à faire de l'épopée libératrice «une source d'inspiration»



PH/D. R.

L'Algérie a célébré, hier, le 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954. À l'occasion, le Président Tebboune s'est adressé au peuple, l'appelant à faire de cette épopée «une source d'inspiration» et ne pas se contenter des célébrations occasionnelles.

Par Louisa Ait Ramdane page 2

Exportation de gaz vers l'Espagne exclusivement via Medgaz

## Attar : l'Algérie techniquement capable

Ammar Belhimer :

## L'Algérie immunisée grâce à la cohésion de son front intérieur

67<sup>e</sup> anniversaire du 1<sup>er</sup> novembre

# Tebboune appelle à faire de l'épopée libératrice «une source d'inspiration»

■ L'Algérie a célébré, hier, le 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954. À l'occasion, le Président Tebboune s'est adressé au peuple, l'appelant à faire de cette épopée «une source d'inspiration» et ne pas se contenter des célébrations occasionnelles.

Par Louisa Ait Ramdane

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a qualifié le déclenchement de la lutte armée d'«appel de référence sacré» et d'«étincelle qui a illuminé la nation de feu et de lumière». Pour le chef de l'Etat, les sacrifices des chouhada et moudjahidine et les souffrances endurées par le peuple sous l'hégémonie d'un colonialisme inique doivent être une source d'inspiration à la hauteur de la grandeur de l'épopée de la guerre de Libération béni. Il convient donc, a recommandé le Président Tebboune, d'exploiter les moyens mis à la disposition des institutions et organismes concernés et de les orienter vers la promotion et la valorisation de notre legs historique contemporain, de manière persuasive et attractive pour les générations montantes. A cet effet, il a appelé les institutions en charge de l'histoire du mouvement national, les chercheurs et les créateurs à émettre des conceptions et des projets aux sujets et délais précis, jugeant impératif de «combler le vide dans ce registre par des œuvres créatives».

Le chef de l'Etat a tenu à rappeler les crimes du colonialisme. Il a souligné que «Dieu a béni l'Algérie en lui permettant que l'écho de son combat armé

contre le colon retentisse aux quatre coins de monde, lorsque les convois de nos martyrs, armés de leur foi en la victoire et de leur détermination à faire triompher la justice, écrasaient tout ce que la France coloniale avait mobilisé comme terrorisme avec la force des armes, comme terreur par le génocide, comme violations par la torture et les pires crimes de terre brûlée de l'histoire moderne de l'humanité», a écrit le président de la République.

Il s'est penché ensuite sur le mouvement populaire du 22 février 2019. Il a indiqué que «depuis moins de deux ans, les constantes de l'Etat étaient au bord de l'effondrement. Mais Dieu merci, notre vaillant peuple présentant le danger imminent a mené, se basant sur le référent novembriste et le serment des chouhada, un Hirak béni qui a ébloui le monde, et ce, par jalousie de l'Algérie et des constantes

de son Etat». Pour le Président, les prochaines élections locales sont «une preuve pour affirmer notre volonté forte et ferme de protéger la liberté du choix souverain des citoyens et citoyennes et de lutter contre toutes formes de domination de l'argent et d'influence visant à influencer sur l'intégrité et la crédibilité du processus électoral».

## Grâce présidentielle pour 3 000 détenus

À l'occasion du 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, le Président Tebboune a décrété une grâce présidentielle qui touchera trois mille détenus. L'annonce a été faite par le ministère de la Justice dans un communiqué rendu public. Les mesures de grâce décrétées par le président portent sur une grâce totale de la peine au bénéfice des personnes non déte-



Ph.D. R.

nues définitivement condamnées et dont il ne reste que douze mois ou moins à purger. Les mesures portent également

sur une grâce totale de la peine au bénéfice des personnes détenues définitivement condamnées et dont il ne reste que six mois ou moins à purger. Par ailleurs, une remise partielle de six mois de la peine au bénéfice des personnes définitivement condamnées dont le restant de la peine est supérieur à six mois et égal ou inférieur à vingt ans. Enfin, la remise totale et partielle de la peine est portée à douze mois au bénéfice des détenus, condamnés définitivement, dont l'âge est égal ou dépasse soixante-cinq ans.

## Le Président Tebboune se recueille à la mémoire des chouhada

LE PRÉSIDENT Tebboune s'est recueilli, hier, au sanctuaire des martyrs (Maqam Echahid) à Alger, à la mémoire des martyrs de la glorieuse guerre de Libération nationale, à l'occasion de la commémoration du 67<sup>e</sup> anniversaire de son déclenchement. Après avoir passé en revue une formation de la Garde républicaine qui lui a rendu les honneurs, le Président Tebboune a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et lu la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs de la Révolution. Etaient présents, les présidents du Conseil de la nation, Salah Goudjil et de l'APN, Brahim Boughali, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche et le chef d'état-major de l'ANP, général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, ainsi que des membres du gouvernement.

R.N.

## Conseil des ministres/Règlement des contentieux

# Le Président ordonne la création de tribunaux commerciaux

Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'adoption de projets de loi relatifs aux secteurs de la Justice et de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, ainsi qu'à des questions inhérentes aux préoccupations quotidiennes des citoyens.

Le président de la République a ordonné, à cet effet, la création de tribunaux commerciaux et d'instances judiciaires, en remplacement du système de sections, pour le règlement à l'amiable des contentieux, avant d'engager les procès, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres. Ainsi, il a ordonné la révision des mécanismes décisionnels pour les affaires de foncier et de construction, décidant de durcir les peines à l'encontre des individus impliqués dans les affaires de fermeture de structures publiques et d'entrave aux intérêts des citoyens, précise la même source. Concernant le projet de loi portant organisation judiciaire, le Président Tebboune a mis en avant l'impératif de veiller à ce que la loi organique relative à

l'organisation judiciaire véhicule une approche intégrée valable pour des décennies. Le chef de l'Etat a également donné des instructions pour la révision des procédures de pourvoi en cassation auprès de la Cour suprême, en réduisant les délais de traitement des affaires qui lui sont soumises. S'agissant du projet de loi amendement et complétant le code pénal, le Président Tebboune a décidé de «durcir les peines à l'encontre des individus impliqués dans les affaires de fermeture de structures publiques et d'entrave aux intérêts des citoyens», indique le communiqué.

## Préparation d'un projet de loi-cadre relatif à l'exercice de l'action syndicale

Au cours de la réunion du Conseil des ministres, le Président Tebboune a instruit le gouvernement de s'intéresser davantage aux questions relatives aux préoccupations des citoyens, à travers «la préparation d'un projet de loi-cadre relatif à l'exercice de l'action syndicale dans différents secteurs, lequel régira les

droits et obligations et défendra les intérêts des fonctionnaires et travailleurs, loin des tractations partisans et politiciennes», a indiqué un communiqué de la réunion du Conseil des ministres.

## Flambée des prix : vers le retour de l'importation de certains produits

Le Président Tebboune a également donné des instructions pour «résoudre les préoccupa-

tions des citoyens concernant les secteurs du Commerce et de l'Agriculture et lutter contre la flambée des prix, même si l'on doit recourir à l'importation, à titre urgent et exceptionnel, pour préserver le pouvoir d'achat et inonder le marché des produits objet de spéculation, particulièrement les produits de large consommation et les viandes blanches». Le président de la République a également ordonné de «charger une commission composée des ministres de l'Intérieur, de la

Pêche et des l'Industrie, à l'effet de satisfaire, dans l'immédiat, les demandes d'assiettes foncières soumissionnées par des sociétés de construction de bateaux de pêche, avec la présentation d'un bilan lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres». Par ailleurs, il a instruit de «trouver des solutions radicales et immédiates», loin de la politique de bricolage, au problème d'obstruction des trémies au début de chaque saison hivernale.

Meriem Benchaouia

## L'Algérie cesse les relations commerciales entre Sonatrach et l'Office marocain ONEE

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions à la société nationale Sonatrach à l'effet de cesser toute relation commerciale avec l'Office marocain de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), et de ne pas renouveler le contrat du 31 juillet 2011, qui a expiré dimanche, 31 octobre 2021 à minuit, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, un rapport sur le contrat liant la société nationale Sonatrach à l'Office marocain de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), daté du 31 juillet 2011, et qui expire dimanche, le 31 octobre à minuit», lit-on dans le communiqué. «Au regard des pratiques à caractère hostile du Royaume marocain à l'égard de l'Algérie, des pratiques qui portent atteinte à l'unité nationale et après consultation du Premier ministre, ministre des Finances, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, du ministre de l'Energie et des Mines, le président de la République a donné des instructions à la société nationale Sonatrach à l'effet de cesser toute relation commerciale avec la société marocaine et de ne pas renouveler ledit contrat».

La pomme de terre à 150 DA le kilo...

# La flambée des prix s'inscrit dans la durée

■ Les mesures prises par les ministères du Commerce et de l'Agriculture pour mettre fin à la hausse des prix des produits alimentaires et à la dégradation du pouvoir d'achat ne sont que de la poudre aux yeux. En effet, les différents marchés du pays sont en ébullition. Le prix de la pomme de terre est passé, en deux jours seulement, de 120 à 160 DA le kilogramme.

Par Thinhinene Khouchi

Les citoyens assistent impuissants, depuis des mois, à une hausse graduelle et injustifiée des prix des différents aliments. Chez les commerçants de détail, les prix des légumes affichent d'importantes hausses. La plus flagrante est celle concernant la pomme de terre qui est passée de 35 et 50 DA à entre 120 et 160 DA le kilo. Les carottes, qui étaient affichées à 100 DA, a vu son prix augmenter de 10 DA. Idem pour la courgette qui était cédée hier au marché Clauzel à 190 DA. Quant au prix de la tomate, il varie selon sa qualité, soit 70 DA pour la moins attractive et 120 DA le kilo pour la fraîche. Les poivrons ainsi que les aubergines sont à 80 DA le kilo, les oignons à 45 DA chez certains et à 60 DA chez d'autres. Le chou-fleur est proposé à 150 DA et le haricot vert à hauteur 160 DA. Concernant l'ail, il est désormais presque inaccessible avec un prix s'élevant à plus de 700 DA. Même constat pour les fruits. Les pommes sont affichées à 450 DA, les poires à 400 DA et le raisin entre 270 et 300 DA. Les oranges ont fait leur retour à 250 DA le kilo, les mandarines sont à 230 DA et les bananes à 320 DA. Du côté des viandes, notamment le poulet, la hausse de son prix est progressive. En effet, propo-



Ph/E. Soraya/J. A.

sé il ya une année à 280 DA puis à 300 DA, ensuite à 400 DA, actuellement les bouchers ont fixé son prix entre 490 et 500 DA au moment où les œufs sont vendus à 15 et 20 DA l'unité. Face à cette situation inquiétante, le ministre du Commerce ainsi que le ministère de l'Agriculture ont entamé une série de mesures, notamment le déstockage de plusieurs tonnes de pomme de terre, la signature d'accords pour baisser le prix du poussin, dans le but de réduire

le prix du poulet affiché depuis des mois à plus de 500 DA. Malheureusement, ces mesures n'ont pas encore donné de résultat vu l'inscription dans la durée et l'aggravation de la hausse des prix. De son côté, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit le gouvernement, lors du Conseil des ministres, à l'effet de résoudre les préoccupations des citoyens et lutter contre la flambée des prix des produits de base, même si il est fait recours

à l'importation, à titre urgent et exceptionnel, pour inonder le marché des produits objet de spéculation. Enfin, il est à noter que la Confédération des syndicats algériens, qui compte 16 syndicats autonomes issus de plusieurs secteurs, tiendra une réunion en fin de semaine pour observer une grève afin de dénoncer la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs algériens et la hausse des prix injustifiée de tous les aliments.

T. K.

Elections locales

## 34 % des dossiers de candidature rejetés

Le nombre de listes électorales présentées pour les élections locales du 27 novembre prochain s'élève à 5 848, dont 4 860 listes partisanes et 988 indépendantes. Selon Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), qui s'exprimait, dimanche, lors d'une conférence de presse, le FLN arrive en tête avec 1 242 dossiers dans 58 wilayas, le RND 1 073 dans 56 wilayas, le Front El Moustakbal va présenter 782 listes dans 53 wilayas du pays, le mouvement El Bina sera présent dans 51 wilayas à travers 510 listes électorales, le MSP sera, lui, présent dans le même nombre de wilayas avec 500 listes de candidats. Par ailleurs, le parti Voix du peuple sera présent dans 36 wilayas avec 170 listes, le FFS dans 10 wilayas avec 131 listes, El Fedjr El Djadid présentera 77 listes dans 22 wilayas, le Front El Djazair El Djadida sera présent dans 20 wilayas à travers 50 listes. Pour les APW, il est fait état de la présentation de 429 listes, dont 341

partisanes et 88 indépendantes. Le FLN arrive en tête avec 56 listes, suivi par le RND 51 listes électorales, El Moustakbal, El Bina et HMS présenteront respectivement 50, 46 et 42 listes électorales. Mohamed Charfi a indiqué aussi que 45 communes vont connaître la participation d'une seule liste électorale, alors qu'aucune liste de candidature n'est enregistrée dans huit communes. Comme il a relevé l'admission de 66 % des dossiers déposés, soit 727 938 dossiers et le refus de 34 %, soit 371 101 dossiers. Par ailleurs, le corps électoral s'est élevé, au terme de la révision exceptionnelle des listes électorales, à 23 717 479

électeurs répartis sur 58 wilayas, a indiqué Mohamed Charfi. Le nombre des nouveaux inscrits sur les listes est de l'ordre de 669 902 électeurs, contre 474 742 individus radiés des listes, a-t-il fait savoir, jugeant que ces chiffres étaient « ordinaires », expliqués par des raisons objectives telles que la mort, le déménagement, les doublons et les cas d'incapacité. Quant aux documents électoraux en rapport avec le scrutin, M. Charfi a indiqué que « toutes les wilayas avaient reçu leurs quotas, début septembre passé », faisant état de la distribution de 1 612 500 cartes de vote sur les 58 wilayas et ministères concer-

nés. Quant au nombre de cartes retirées par les nouveaux inscrits suite à la révision exceptionnelle des listes électorales, leur nombre s'élève à 668 257 cartes, contre 951 099 cartes ayant été retirées de nouveau, en vue de leur utilisation à l'occasion des élections de novembre prochain. Pour M. Charfi, cette démarche « témoigne de la conscience du citoyen quant au devoir d'exprimer sa voix ». L'intervenant a affirmé que « les préparatifs sont en cours, en vue de mener à bien ce prochain rendez-vous électoral », d'autant, a-t-il ajouté, que toutes les wilayas ont été dotées de 145 800 boîtes d'encre indélébile et de 25 432 000 enveloppes pour les APC et les APW. Concernant l'encadrement des bureaux de vote, M. Charfi a affirmé que l'opération requiert la mobilisation de 800 000 encadreurs pour 61 696 bureaux et de 13 326 centres électoraux. Dans ce contexte, M. Charfi a relevé que l'Autorité indépendante a un fichier important d'anciens encadreurs expérimentés et impartiaux, en sus des nou-

LA QUESTION DU JOUR

### COP26 : le pessimisme mesuré de Boris Johnson

Suite de la page une

Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'ils se sont complètement tus, et encore moins qu'ils aient changé d'opinion. Si Donald Trump était encore à la tête des Etats-Unis, l'un des deux pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre, l'autre étant la Chine, le plus probable est qu'il ne serait pas revenu sur sa décision de sortir de l'accord de Paris de 2015, à la seule vue des grandes incendies ayant ravagé la Californie cet été, mais il est possible qu'il en eût été secoué. Les catastrophes funestes de 2021, dont l'Algérie a eu sa part, sont pour beaucoup dans le vif intérêt que suscite la COP26, qui s'est ouverte dimanche à Glasgow. Elle devait avoir lieu en 2020, mais la pandémie, l'autre catastrophe, dont on ne sait trop si elle a un lien avec le dérèglement du climat, encore que beaucoup le supposent, en avait décidé autrement. La COP26 renvoie à la COP21, en cela qu'elle a été conçue pour servir de moment d'évaluation de l'application des engagements pris par les Etats à Paris en 2015. Non seulement les réductions d'émission, sur lesquelles se sont engagées les parties prenantes, n'ont pas été atteintes, il s'en même faut de beaucoup, mais leurs niveaux sont à revoir à la hausse, le mal ayant empiré dans l'intervalle. Il ne s'agit même plus de se collecter avec le réchauffement climatique, ni même de trouver remède au dérèglement climatique, ce qui est déjà plus grave, mais de faire face à l'urgence climatique. Or la grand-messe commençait à peine à Glasgow que le Premier ministre britannique voyait déjà ses chances de réussite tomber à 60 %. Serait-ce que pour lui la messe était dite à Rome, lors du G20, auquel comme par hasard n'ont assisté ni le président chinois ni le président russe ? Les deux n'assisteront pas non plus à la COP26, un peu comme si les deux événements quelque part n'en constituaient qu'un. Dans cette lutte si nouvelle contre le réchauffement climatique, les engagements des uns et des autres sont volontaires, non contraignants de ce fait même. Une urgence de cette dimension est-elle traitable de cette façon ? Le doute est permis. Même si Greta Thunberg est sur place avec sa phalange de jeunes combattants redoutables, et qu'ensemble elles donneront de la voix.

M. H.

### Bilan des dernières 24 heures 114 nouveaux contaminés et 4 décès

L'ALGERIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de plus que le bilan d'hier (2), portant à 5 924 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 114 cas, soit 20 cas de plus par rapport au bilan d'hier (94), pour atteindre, au total, 206 566 cas confirmés.

R. N.

veaux encadreurs qui ont été mobilisés par les délégations de wilaya, et d'une liste de Hofad Amana. Il a affirmé également que l'encadrement est assuré à 94 %, dans l'attente de la désignation de ce qu'il en reste les prochains jours.

Aomar F./APS

L'historienne française Catherine Brun :

# L'étude de la guerre de Libération nationale «indissociable» de celle de l'ordre colonial

■ L'importance de ne pas dissocier l'étude des événements douloureux de la guerre de Libération nationale de celle de la période d'occupation (1830-1962) et d'aborder cette guerre comme partie intégrante d'un système colonial a été mise en avant par l'historienne française, Catherine Brun, dans un entretien à l'APS.

Sous la direction de  
Catherine Brun

## GUERRE D'ALGERIE

Les mots pour la dire



CNRS EDITIONS

Par Faten D./APS

«**C**e qui me frappe ces dernières années, c'est la manière dont s'est lentement imposée la nécessité de ne pas dissocier l'étude de la guerre d'indépendance de celle de la période coloniale, et d'aborder les évé-

nements de la guerre comme parties intégrantes d'un système colonial», a fait observer l'historienne, auteure d'ouvrages sur la guerre d'Algérie, pour qui le déclenchement de la guerre de Libération nationale le 1<sup>er</sup> novembre 1954 «ne vaut qu'en tant qu'elle participe de la remise en question d'un ordre colonial dans la diversité de ses manifes-

tations». L'historienne, qui se définit également comme une littéraire ayant travaillé sur des textes français et algériens écrits en français, relevant de genres divers, note que «le cap de l'irréparable semble avoir été franchi, 10 ans plus tôt, lors des événements du 8 mai 1945, marqués par une répression sanglante des manifestations à Sétif, Guelma et Kherrata, lorsqu'un scout musulman arborant un drapeau algérien est abattu par un policier». «Cela a déclenché des émeutes et une répression particulièrement meurtrière», menée par des colons et l'armée française ayant fait «quelque 20 000 morts», a-t-elle estimé.

Colonie française depuis 1830, l'Algérie, dont la guerre reste «un sujet brûlant», va mener le 1<sup>er</sup> novembre 1954 «pendant 8 ans un long combat vers l'indépendance», a expliqué M<sup>me</sup> Brun auteure de «Guerre d'Algérie : les mots pour la dire», un ouvrage ayant rassemblé des textes émanant d'universitaires, d'intellectuels et d'artistes sur la guerre d'indépendance et la période coloniale. S'appuyant sur le contexte politique en France et en Algérie au déclenchement de la Révolution, l'historienne a ainsi noté que, durant cette période, «l'identité française de l'Algérie fait encore la quasi-unanimité des forces politiques, à l'exception de l'extrême gauche. Mais dans les colonies françaises, la révolte gronde», a ajouté l'historienne, dont certains de ses propos ont été repris par la journaliste française Esther Buitékant, dans un article intitulé «La Guerre d'Algérie : le long combat vers l'indépendance». L'historienne a, en outre, rappelé que le Front de libération nationale (FLN), dont la décision de sa

date du déclenchement la lutte armée a été prise en octobre 1954, «sort de l'anonymat dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1954 et déclenche l'insurrection par une trentaine d'actions coordonnées».

Selon elle, cet événement a été «à peine évoqué par la presse métropolitaine», soulignant que «le 7 novembre 1954, François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, annonce toutefois solennellement "L'Algérie c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne"».

### Le FLN exige l'indépendance par la restauration de l'Etat algérien souverain

A travers le déclenchement de la Révolution, le FLN exige «l'indépendance nationale par la restauration de l'Etat algérien souverain, l'ouverture de négociations et la libération des détenus politiques», a-t-elle dit, indiquant que «les hostilités militaires de cette guerre non déclarée ont eu lieu sur le sol algérien, et le déclenchement de l'insurrection n'a d'abord eu que peu d'échos en métropole». «Il faut attendre 1955 et les effets conjugués de l'instauration de l'état d'urgence et de la conférence de Bandung pour qu'une mobilisation s'amorce avec la création d'un Comité des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord», a-t-elle souligné. En ce sens, elle a précisé que «pendant les années de conflit, les saisies de journaux, de revues ou de livres se multiplient, afin d'éviter que le FLN et l'ALN (Armée de libération nationale) apparaissent comme des

mouvements crédibles sur le plan militaire ou sur le plan politique». Parallèlement à ces actions, «une directive du général Allard en mars 1957 recommande d'utiliser dans toute l'Algérie les procédés employés à Alger et qui ont fait preuve de leur efficacité», a-t-elle estimé, ajoutant «qu'à partir de la fin de 1957, des centres de renseignement et d'action fonctionnent en différents lieux d'Algérie».

«La Bataille d'Alger, menée par le général Massu pour démanteler le "terrorisme" urbain, légitime l'usage de la torture et annonce une grave crise morale», a-t-elle rappelé, ajoutant que «la torture, considérée comme un dérapage, a été érigée en système».

Poursuivant son récit, M<sup>me</sup> Brun a indiqué qu'au début de l'année 1961, l'Organisation armée secrète (OAS) pour l'Algérie française a commis des attentats visant des personnalités intellectuelles en métropole.

Quelques mois plus tard, soit le 17 octobre 1961, «les violences policières en métropole explosent avec la répression sanglante de manifestations pacifiques à Paris, marquées notamment par des lynchages, exécutions sommaires et des corps jetés à la Seine», a encore rappelé cette historienne, auteure de l'ouvrage «Engagements et déchirements : les intellectuels et la guerre d'Algérie». Le 8 février 1962, une manifestation contre l'OAS et la guerre, qui a eu lieu à la station de métro Charonne à Paris, a fait 8 morts suite à une violente répression de la police. Ces manifestations demeurent une preuve irréfutable que le combat du peuple algérien pour son indépendance a été exporté en métropole.

Crimes contre l'humanité

## La torture pratiquée par la France coloniale contre les Algériens est un point noir

Les formes de torture adoptées par l'administration coloniale française contre les Algériens représentent une «tache noire», motif de déshonneur sur le front de ce pays qui se vante de la démocratie et doivent être classées à la tête des «crimes contre l'humanité», a souligné, dimanche soir à Oran, l'universitaire Soraya Hossem du département d'histoire de l'université d'Oran 1, «Ahmed-Ben-Bella».

Animant une conférence lors d'une cérémonie organisée par la Direction régionale des Douanes à Oran à l'occasion de la commémoration du 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954, l'universitaire a qualifié la torture exercée par la

France coloniale contre le peuple algérien désarmé et sans défense de «crime contre l'humanité» n'ayant pas de semblable dans l'histoire contemporaine.

«Même les tortures pratiquées par les nazis lors de la Deuxième Guerre mondiale n'ont pas été de la même intensité et atrocité. Les soldats de la France coloniale ont exercé les pires méthodes de torture contre les prisonniers pour les obliger à parler ou par divertissement, selon les témoignages historiques des actes inimaginables et sans précédent», a-t-elle souligné.

Le but recherché par le colonisateur français à travers ces actes barbares n'a pas été seulement de faire taire la révolution et la rébellion, mais aussi d'humilier et

d'écraser le peuple algérien en lutte contre l'occupation et la tyrannie, a encore déclaré M<sup>me</sup> Hossem.

Face aux succès remportés par les moudjahidines durant la glorieuse guerre de Libération, le colonisateur français a décidé de créer des écoles de torture à travers plusieurs régions du pays, à l'instar de l'école «Jeanne D'arc» à Skikda, l'école d'Alfou (Laghouat) et l'école de Sidi Chahmi à Oran, où diverses méthodes de torture furent enseignées aux agents de renseignement français, a-t-elle évoqué.

La France coloniale pratiquait plusieurs formes de torture, la première était psychologique pour soustraire des informations en sapant le moral des détenus et en les terrorisant comme en attendant à

la pudeur de leurs femmes et leurs filles devant eux. La torture physique fut des plus barbares en utilisant des coups à l'aide de différents objets, le feu et l'électricité, en enlevant les ongles et en les jetant à des chiens enragés et autres méthodes. De nombreux centres sont encore témoins de ces crimes, a-t-on rappelé.

Cette rencontre a été mise à profit pour honorer le moudjahid et historien Benbouri Sid Ahmed, en reconnaissance des sacrifices qu'il a consentis lors de la glorieuse guerre de Libération nationale et de ses œuvres après l'indépendance visant à préserver l'histoire et l'enseigner aux jeunes générations.

Sami H.

# Benabderrahmane appelle les banques à développer davantage les produits d'épargne

■ Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a appelé les institutions financières et bancaires à développer davantage les produits d'épargne pour attirer la masse monétaire qui circule dans le circuit informel.



Par Farid M.

**S'**exprimant lors de la journée d'information organisée par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef), à l'occasion de la Journée mondiale de l'épargne, le Premier ministre a précisé que les produits bancaires doivent être «adaptés à la demande de la clientèle afin de capter l'épargne au maximum et assurer des produits bancaires attractifs et un vecteur de la bancarisation».

Il a également appelé les banques à mettre en place un plan de communication efficace qui promeut l'épargne et conforte la culture de l'inclusion financière, à même d'attirer les fonds thésaurisés et la masse monétaire circulant dans le circuit informel.

Soulignant que l'épargne nationale est passée de 2 623 milliards de DA fin 2018 à 2 860 milliards de DA fin juin 2021, M. Benabderrahmane a estimé que ce niveau était correct pour le volume de l'économie algérienne,

mais «reste faible par rapport aux objectifs tracés».

Après avoir mis en avant «l'importance majeure que représente l'épargne, premier catalyseur de la croissance économique», au regard de sa contribution au financement de l'économie, le Premier ministre a appelé tous les acteurs du secteur financier, notamment les banques, à «davantage de mobilisation» pour augmenter le taux d'épargne nationale. Au cours de la journée d'information, le Premier ministre a procédé à l'installation officielle de l'Observatoire national de l'épargne, composé de représentants des banques et des sociétés d'assurances, de l'Office national des statistiques (ONS), du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), ainsi que d'experts du secteur. Dans son discours, le Premier ministre a affirmé que cet organe représente «un outil au service de la communauté bancaire et de tous les acteurs intéressés par l'épargne et ses enjeux économiques». «C'est également une force de

proposition en termes d'innovation en matière de produits destinés au marché en couvrant les aspects conceptuels, réglementaires et fiscaux», a-t-il poursuivi. Visitant une mini exposition des services bancaires organisée à cette occasion, le Premier ministre a appelé les banques à «réduire le financement des importations des marchandises destinées à la revente en l'état et à s'orienter vers le financement des projets économiques créateurs de richesse et à accompagner les entreprises d'investissement dans les différents domaines d'activités». Il a, en outre, demandé aux banques d'étendre leurs réseaux à travers l'ensemble du territoire national. Pour sa part, le président de l'Abef, Lazhar Latreche, a annoncé le lancement de portes ouvertes sur l'épargne à travers les wilayas du pays. Cette manifestation de dix jours vise à faire connaître l'importance de l'épargne et de tous ses produits et services bancaires, a-t-il fait savoir. Intervenant à cette occasion, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Rostom

Fadhli, a indiqué que le lancement de la finance islamique a incité les banques à étendre leurs réseaux, appelant ces dernières à proposer une grande variété de produits financiers en mesure d'attirer davantage les épargnes et la clientèle. Il a également exhorté les banques et les institutions financières à être au fait des besoins des différentes franges de la société, à utiliser les moyens de paiement modernes et à promouvoir les services et ce, pour attirer la clientèle. Organisée au Centre international des conférences (CIC) à l'occasion de la Journée mondiale de l'épargne, le 31 octobre de chaque année, cette journée d'information s'est déroulée sous le thème : «L'épargne, vecteur de la bancarisation, vers une croissance économique inclusive». Cette rencontre a réuni plusieurs représentants des départements ministériels et du patronat, les professionnels des secteurs bancaire, financier et des assurances ainsi que des enseignants universitaires et des spécialistes. **F. M.**

Jijel  
**3,5 millions tonnes d'exportations hors hydrocarbures depuis le port de Djen Djen**

Un volume de marchandises de près de 3,5 millions tonnes hors hydrocarbures a été exporté au cours des neuf premiers mois de l'année en cours depuis le port de Djen Djen (wilaya de Jijel), a indiqué, dimanche, le directeur général de cette entreprise portuaire, Abdeslam Bouab. Le port de Djen Djen a réalisé, durant les neuf premiers mois de l'année en cours, des «résultats satisfaisants en atteignant un volume des exportations hors hydrocarbures de près de 3,5 millions tonnes», a précisé le même responsable.

Ce volume exporté de marchandises a été le fruit du passage à l'exportation de plusieurs opérateurs dont le complexe sidérurgique de Bellara (El Milia) qui a eu un «impact positif» sur l'accroissement de la valeur des exportations et l'entreprise nationale des sels qui a exporté 12 000 tonnes durant le seul mois d'octobre courant. D'autres opérateurs ont contribué à ce résultat, en exportant environ 4 000 containers, soit l'équivalent de 40 000 tonnes de marchandises dont du papier et des couches pour bébé, selon la même source. Le même responsable a prévu un accroissement du volume de marchandises échangées au port de Djen Djen d'ici la fin de l'année en cours pour atteindre 7 millions tonnes et a estimé à 75 % l'augmentation du volume des exportations durant les neuf premiers mois 2021 comparativement à la même période de 2020. Le port de Djen Djen dispose de capacités d'accueil pour les grands navires ayant permis d'augmenter ses échanges notamment avec les marchés asiatiques, a ajouté M. Bouab. **R. E.**

Constantine

## Ooredoo inaugure sa première boutique intelligente de l'Est du pays

**OOREDOO** annonce l'inauguration officielle de sa première boutique intelligente dans la wilaya de Constantine, dans le sillage de la mise en œuvre de la stratégie de modernisation de son réseau de vente et de digitalisation de ses services. La cérémonie d'inauguration de cet espace commercial digital a été organisée ce dimanche 31 octobre en présence du président de l'Assemblée populaire de la wilaya de Constantine, Abderrahmane Bousbaa, du président de l'Assemblée populaire communale de Constantine, Nadjib Arab, du directeur de la

Poste et des Télécommunications de la wilaya de Constantine, Khaled Abderezzak, du directeur général de Ooredoo Algérie, Bassam Yousef Al Ibrahim ainsi que des cadres managériaux de l'entreprise. Située au centre-ville de Constantine, sur le boulevard Mohamed-Belouizdad, (Ex-Saint Jean), la boutique intelligente de Ooredoo invite ses clients, particuliers et entreprises, à vivre une expérience digitale inédite reposant sur un nouveau concept de prestations de service alliant confort, flexibilité, conseils et innovation. A l'occasion de cette

inauguration, le directeur général de Ooredoo, Bassam Yousef Al Ibrahim, a déclaré : «Après Oran et Alger, Ooredoo se réjouit d'annoncer à ses clients l'inauguration officielle de sa boutique intelligente à Constantine. Ce nouvel espace vient concrétiser notre volonté de nous rapprocher de nos clients et notre ambition de leur offrir une expérience mobile innovante et à la hauteur de leurs attentes. De l'accueil jusqu'à la prise en charge de leurs requêtes, nos clients bénéficieront d'une qualité de service de haut niveau, d'une prise en charge rapide de leurs

demandes et de conseils avisés. Avec nos boutiques intelligentes à Alger, Oran et Constantine, les clients de Ooredoo profiteront de notre leadership digital dans les trois régions du pays». Profitant de cette cérémonie d'ouverture, qui intervient à la veille de la célébration du 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954, le directeur général, M. Al Ibrahim, a ajouté : «En mon nom personnel et au nom de tous les employés de Ooredoo Algérie, j'adresse mes plus chaleureuses félicitations et mes meilleurs vœux de

santé et de prospérité aux Algériens. Cette illustre page de l'histoire de l'Algérie nous rappelle l'héroïsme, le combat et le sacrifice du peuple algérien pour recouvrer sa liberté et son indépendance après une glorieuse révolution.» Avec l'ouverture des boutiques digitales d'Oran, d'Alger, et de Constantine, Ooredoo confirme son ambition de faire bénéficier ses clients où qu'ils soient de ses services innovants. **G H**

Célébration du premier novembre

# «Djazairouna» présenté à l'Opéra d'Alger

■ Un spectacle époustouflant de chants patriotiques et de danse, intitulé «Djazairouna», a été présenté, dimanche soir, dans le cadre de la célébration du 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.



Par Abia selles

Ce sont l'Orchestre symphonique et le Chœur de l'Opéra d'Alger, fusionnés aux Ensembles de musique et de chant de la Garde républicaine, ainsi que le Corps du Ballet de l'Opéra d'Alger, qui ont présenté ce spectacle devant un public nombreux.

Accueilli à l'Opéra d'Alger, le spectacle a été présenté en deux parties, dont la première de musique et de chants patrio-

tiques, dirigée par le maestro Lotfi Saidi et le chef de Chœur Zohir Mazari, devant un public astreint au strict respect des mesures de prévention sanitaire encore en vigueur.

Un répertoire évoquant la patrie, le combat libérateur, la terre, le maquis, les martyrs, l'espoir et la célébration de l'indépendance, a été préparé pour cette grande soirée commémorative qui s'est ouverte dans des atmosphères solen-

nelles avec l'hymne national chanté dans sa version intégrale, devant un public debout et recueilli.

Dans une ambiance des grands soirs, Lotfi Saidi, conduisant d'une main de maître une soixantaine de musiciens et autant de choristes, a étalé une quinzaine de pièces dans un ton ferme et relevé, appuyé par un éclairage vif qui illustrait les moments forts de chaque chant entonné, invitant l'assistance à méditer l'esprit

de novembre et la détermination du peuple algérien à recouvrer sa souveraineté.

Entre autres pièces rendues, «Ya chahid Al watan», «Ikhwanî la tensaw chouhadakoum», «Min Djibalina», «Hamet el majd», «Athamou' thiw», «A yemma Azizen ur tsru», «El Hamdou lil'lah ma b'qach istiâmar fi bladna» et «Carmina Burana» de Carl Orff (1895-1982), adaptée à un texte chantant l'amour et le patriotisme algérien, de la plume du regretté Rabah Kadem (1948-2021).

A l'issue de chacun des chants entonnés, le public, enthousiasmé, saluait les musiciens avec des salves d'applaudissements et des youyous nourris.

L'Ensemble traditionnel de cornemuse «El Mezwed» de la Garde républicaine, dirigé par le tambour-major Abdelbaki Brahmi, est ensuite intervenu pour interpréter une vingtaine de pièces du riche patrimoine musical algérien dans ses variantes kabyle, chaoui, sahraoui, naïli, aâsimi et bedoui, entre autres.

La deuxième partie, plus concernée par l'intitulé du spectacle, a vu une quarantaine de ballerines et de danseurs investir en mouvement la scène de l'Opéra d'Alger, pour présenter un spectacle chorégraphique époustouflant qui relate, dans la grâce du mouvement et la beauté du geste, la grande Histoire de la guerre de Libération nationale.

Sous un éclairage feutré ou vif, reflété par de longs pantalons blancs ou rouge-sang, illustrant judicieusement les atmosphères des différentes situations, un décor saisissant fait parler l'espace et les événements, rendus dans plusieurs tableaux, à l'instar de la grande cité aux remparts imposants conçus dans le style mauresque, le maquis, la salle de torture et le rôle de la femme, les geôles et cellules de prisons où l'armée coloniale exerce ses exactions et ses forfaitures.

A. S.

Exposition photo

## 132 ans de résistance présentés au public

Une exposition de photographies retraçant l'histoire de la résistance algérienne contre le colonialisme à différentes étapes de cette période, a été organisée, dimanche à Alger, par le Centre national des archives, à l'occasion des festivités du 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Accueillie au siège des Archives nationales, cette exposition propose un retour sur les principales étapes historiques de la résistance algérienne contre la machine coloniale française depuis 1830 jusqu'au 1er novembre 1954. Photographies,

reconstitutions, documents d'archives et notices explicatives retracent le combat continu contre la colonisation dans différentes régions du pays et témoignent également de l'atrocité des crimes commis par les forces coloniales depuis 1830.

Présent lors de cette exposition, Abdelmadjid Chikhi, Conseiller du président de la République, a salué «la mémoire des martyrs de la révolution et des victimes des crimes coloniaux depuis 1830». Il a également insisté pour dire aux générations futures que «ce qu'ont accompli leurs ancêtres est une fierté pour l'Algérie

et pour le monde entier». Il a également rappelé le long et difficile chemin parcouru par l'Algérie et son peuple pour retrouver l'indépendance et les épreuves surmontées depuis 1962 qui font qu'aujourd'hui les «institutions du pays fonctionnent, même si certains jugent qu'elles ne fonctionnent pas comme il faut», mais le pays dispose de «dizaines d'universités et d'infrastructures industrielles résultat d'un grand sacrifice». Pour sa part, le directeur des Archives nationales, Mohamed Tilouine, a indiqué que son établissement a organisé des expositions dans d'autres

maisons de la culture et maisons de jeunes dans la capitale pour jeter des passerelles entre la génération de novembre et la génération de l'édification de l'Etat algérien. Il a expliqué que cette exposition a été élaborée pour «mettre en lumière les crimes coloniaux commis contre le peuple algérien» ainsi que «la résistance exemplaire et ininterrompue de ce peuple qui a toujours refusé la soumission». Il a espéré également que le «parcours de ces générations résistantes devienne une source d'inspiration aux générations futures pour l'édification du pays».

M. K.

L'association Sirius fête le Premier novembre

## Lancement du magazine «El-Chihab El-Ilmi»

L'association Sirius d'astronomie de Constantine a lancé, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, la version électronique du premier numéro de son magazine scientifique «El-Chihab El-Ilmi», à l'occasion du 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Le nom du magazine édité en langue arabe, qui constitue un prolongement de la «Sirius Science Magazine», est inspiré du magazine «El-Chihab» de

Cheikh Abdelhamid Benbadis, fondateur de l'Association des Oulémas musulmans Algériens (AOMA), qui a joué un rôle majeur dans la préparation du peuple algérien à la lutte pour l'indépendance, précise son document de présentation. Cette revue qui vise à diffuser la culture scientifique parmi le grand public, ambitionne d'initier des dialogues sur les grandes questions actuelles touchant à la science et la technologie, en donnant la parole aux

chercheurs du monde entier et au public dans une action de médiation scientifique, a-t-on détaillé. «El-Chihab El-Ilmi», la première revue périodique de vulgarisation scientifique en Algérie, éditée par l'Association Sirius d'astronomie, l'Unité de médiation scientifique (CERIST) et la Direction de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), sera disponible en librairie à un prix subventionné et sera distribuée gratuitement aux

établissements scolaires du pays en coordination avec le ministère de l'Education nationale, lit-on encore. Le premier numéro de «El-Chihab El-Ilmi» aborde un thème principal, celui de l'unique satellite naturel permanent de la planète Terre, la Lune dans ses toutes ses dimensions, revisite les expéditions Apollo et propose des interviews exclusives avec des scientifiques dont D' Farouk El-Baz, ainsi que le géologiste James Head, un des fondateurs

de la planétologie et qui fut l'entraîneur en chef des astronautes de tous les vols Apollo. Le magazine relance également le débat sur la question de savoir si l'homme a réellement atterri sur la lune et propose d'autres sujets très divers qui répondent à tous les goûts. La version électronique du «El-Chihab El-Ilmi» est téléchargeable gratuitement, à l'adresse : <http://siriusalgeria-mag.net> 2, souligne le même document.

F. H.



## Éthiopie

# Combats entre armée et rebelles tigréens autour d'un carrefour stratégique

■ Les combats font rage entre forces éthiopiennes et rebelles tigréens autour de la ville de Kombolcha, ont raconté, hier, des habitants, au lendemain de l'annonce par les rebelles de la prise de ce carrefour stratégique du nord de l'Éthiopie.

Par Mourad M.

Les combattants du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) ont affirmé, dimanche, s'être emparés de Kombolcha, après avoir revendiqué la prise de la ville voisine de Dessie. Ces deux villes voisines de l'Amhara, au sud du Tigré, sont situées à un carrefour routier stratégique à environ 400 kilomètres au nord de la capitale éthiopienne Addis Abeba et 300 km à l'ouest de

Djibouti. Si leur prise se confirmait, elle marquerait une nouvelle étape majeure dans ce conflit qui dure depuis un an. Les communications sont coupées dans une grande partie du nord de l'Éthiopie et l'accès des journalistes est restreint, rendant pratiquement impossible toute vérification indépendante des informations données par les deux parties. Hier, des habitants de Kombolcha joints par l'AFP ont raconté avoir entendu des coups

de feu sans interruption jusqu'au petit matin, certains affirmant avoir entendu une frappe aérienne. «La nuit a été marquée par de nombreux coups de feu», a déclaré Mohammed, qui, comme d'autres habitants, a refusé de donner son nom de famille pour des raisons de sécurité. «J'ai entendu une frappe aérienne après minuit en dehors des frontières de Kombolcha», a-t-il ajouté. Hamdiu, un commerçant, a lui aussi déclaré avoir entendu ce qui ressemblait à une frappe aérienne vers minuit, en plus «d'énormes coups de feu (...) jusqu'à ce matin». Ces dernières semaines, l'armée éthiopienne a mené des bombardements aériens sur le Tigré. Mais «il n'y a pas eu de frappe aérienne sur Kombolcha durant la nuit», a déclaré hier à l'AFP une porte-parole du gouvernement. L'AFP n'a pu joindre hier des habitants de Dessie, où des combats ont été rapportés dimanche. «Les États-Unis sont alarmés par les informations faisant état de la prise de contrôle des deux villes par le TPLF», a écrit, hier, sur Twitter le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, en appelant «toutes les parties (à) cesser les opérations militaires et entamer des négociations de cessez-le-feu sans conditions préalables». Débuté en novembre 2020, le conflit du Tigré connaît un spectaculaire revirement de situation depuis juin. Le Premier ministre Abiy Ahmed, prix Nobel de la paix 2019, avait proclamé la victoire le 28 novembre, quelques semaines après avoir envoyé l'ar-



PH. > D. R.

mée au Tigré pour destituer les autorités régionales dissidentes, issues du TPLF. Mais les rebelles ont repris la majeure partie de la région en juin, forçant les troupes gouvernementales à se retirer largement. Ils ont poursuivi leur offensive dans les régions voisines de l'Amhara et de l'Afar. Le porte-parole du TPLF Getachew Reda – qui a menacé en juillet de «marcher sur Addis Abeba (...) pour défendre le Tigré» – a déclaré, dimanche sur Twitter, que le TPLF n'avait «d'autre motivation que de briser le siège meurtrier sur la région», en proie à une grave crise humanitaire. Les douze mois de conflit, marqué par de nombreux récits d'exactions sur les civils, ont notamment poussé 400 000 personnes au bord de la famine au Tigré, selon l'ONU. La propagation des combats en Afar et Amhara a déplacé des centaines de milliers

de personnes et étendu encore la détresse humanitaire. En septembre, les autorités Amhara estimaient qu'au moins 233 000 civils fuyant l'avancée rebelle avaient trouvé refuge à Dessie et Kombolcha. Dans un message posté sur Facebook, Abiy Ahmed a exhorté les Éthiopiens à utiliser «n'importe quelle arme (...) pour bloquer le TPLF destructeur, le renverser et l'enterrer». «Mourir pour l'Éthiopie est un devoir pour nous tous», a-t-il déclaré, faisant écho à l'appel lancé aux habitants par le gouvernement régional de l'Amhara pour se mobiliser et défendre leurs terres. L'administration amhara a publié un décret ordonnant à toutes les institutions de suspendre leurs services réguliers et de consacrer leurs budgets et leur énergie à «la campagne de survie».

M. M.



## Commentaire

### Urgence

Par Fouzia Mahmoudi

Les mois passent et l'Iran et les États-Unis sont incapables de négocier un moyen de remettre en place l'accord sur le nucléaire iranien, tel qu'il avait été mis en place par Barack Obama, dont Joe Biden a pourtant été le vice-président durant la totalité de ses deux mandats à la Maison-Blanche. Aujourd'hui, bien loin de chercher à dialoguer, les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume Uni, ont exprimé samedi leur «inquiétude vive et croissante» face aux activités nucléaires de l'Iran, appelant à ce que Téhéran «change de cap» pour sauver l'accord de Vienne. Les présidents, américain Joe Biden et français Emmanuel Macron, ainsi que la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique Boris Johnson, se sont réunis samedi après-midi pour en discuter en marge d'un sommet du G20 à Rome. «Nous avons exprimé notre détermination à faire en sorte que l'Iran ne puisse jamais fabriquer ou acquérir une arme nucléaire, ainsi que notre inquiétude vive et croissante face au rythme accéléré des mesures provocatrices prises par l'Iran dans le domaine nucléaire, telles que la production d'uranium hautement enrichi et d'uranium métal enrichi», ont-ils affirmé dans un communiqué commun à l'issue de cette réunion. Les grandes puissances avaient conclu en 2015 avec la République islamique un accord historique (dit PAGC, Plan d'action global commun), censé l'empêcher de se doter de la bombe atomique. Les Américains avaient unilatéralement quitté l'accord en 2018, sous la présidence de Donald Trump, et rétabli des sanctions contre l'Iran, qui s'est en réponse progressivement affranchi des restrictions imposées à son programme nucléaire. Téhéran s'est cependant dit cette semaine prêt à reprendre en novembre les négociations pour sauver l'accord. «Nous sommes convaincus qu'il reste possible de rapidement parvenir à et mettre en œuvre un accord sur le retour au respect du PAGC, afin de garantir à long terme que le programme nucléaire iranien est exclusivement destiné à des fins pacifiques, et de prévoir une levée des sanctions», indiquent encore les quatre dirigeants occidentaux dans leur communiqué. «Ceci ne sera possible que si l'Iran change de cap», ont-ils toutefois prévenu. «Nous appelons le président Raïssi à saisir cette opportunité et à reprendre un effort de bonne foi pour faire aboutir nos négociations de toute urgence. C'est le seul moyen sûr d'éviter une escalade dangereuse, qui n'est dans l'intérêt d'aucun pays». Un communiqué que l'Iran a rapidement rejeté hier, considérant qu'il ne «collait pas à la réalité» et réaffirmant le caractère pacifique de son programme. La diplomatie iranienne a ainsi récusé ses accusations : «La production d'uranium métal et d'uranium hautement enrichi, comme déjà affirmé par le passé, est faite à des fins pacifiques et à des usages civils», a réagi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh. «Il convient donc de noter que de telles positions (des Occidentaux) ne collent pas à la réalité et n'apporteront pas de résultats constructifs», a-t-il ajouté devant la presse. L'Iran avait affirmé plus tôt cette année avoir entrepris la recherche d'uranium métal afin de fournir du combustible pour un réacteur nucléaire de recherche, un sujet sensible car cette matière peut être utilisée dans la fabrication d'armes nucléaires. Les Iraniens sont ainsi irrités par les remontrances occidentales, surtout que l'administration Biden ne fait aucun effort apparent pour rétablir le dialogue entre les deux pays ennemis de longue date et qui depuis la sortie des États-Unis du PAGC en 2018 ont retrouvé leur vieille relation belliqueuse que Barack Obama avait mis des années à atténuer. Reste à voir si Biden finira tout de même, comme il l'a promis durant sa campagne présidentielle, à discuter avec Téhéran ou si dans ce dossier comme tant d'autres il continuera à suivre la politique initiée par le tant décrié Donald Trump.

F. M.

## Afrique du Sud

### Élections municipales à hauts risques pour l'ANC

Plus de 26 millions de Sud-Africains étaient appelés à voter hier pour un scrutin municipal à hauts risques pour le parti au pouvoir depuis la fin de l'apartheid, l'ANC, qui pourrait pour la première fois passer sous la barre des 50 % des voix. Dans un bureau de vote de Soweto où il a grandi, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a toutefois prédit dans la matinée une «victoire écrasante» pour le Congrès national africain (ANC), qui joue gros avant les élections générales de 2024. Mais le parti historique de Nelson Mandela qui dirige l'Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid il y a 27 ans, est en perte de vitesse depuis des années. Les sondages suggèrent qu'une majorité d'électeurs pourraient pour la première fois se détourner de l'ANC. «Les dirigeants de l'ANC n'ont pas tenu leurs engagements, ils font trop de promesses vides», peste auprès de l'AFP Samuel Mahlaule, 55 ans, dans une queue d'à peine vingt personnes devant un bureau de vote du

township de la banlieue de Johannesburg. Plusieurs dirigeants dont l'ex-président Jacob Zuma sont accusés d'avoir pillé les caisses du pays et ont de sérieux démêlés avec la justice, alors que le chômage atteint des records à plus de 30 % dans une économie déjà en récession avant la crise du Covid-19. En juillet, le pays a connu une vague d'émeutes et de pillages qui ont fait plus de 350 morts, au départ déclenchée par l'incarcération de M. Zuma, condamné pour outrages à la justice, mais également signe d'un climat social et économique tendu. L'armée a été déployée dans les centres urbains pour les élections, quelque 10 000 soldats ont été appelés en renfort dans les provinces du Gauteng où se situent Johannesburg et Pretoria, et du KwaZulu-Natal (est), principaux foyers des violences. Des années de mauvaise gestion et de corruption généralisée ont aussi laissé les services publics à l'abandon en Afrique du Sud, où le quotidien est rongé par les coupures

d'électricité et d'eau, devenant une récrimination majeure pendant la campagne. «La plupart du temps, il n'y a pas d'eau dans les robinets», assure à l'AFP Simon Makambeni, 31 ans, père de deux enfants. Et le manque d'électricité est devenu «une crise nationale», selon cet agent de sécurité de Soweto. Pour Mimi Masithe, une habitante du township de 31 ans qui raconte ne jamais avoir trouvé de travail, le parti de la libération se est abandonnés : «Je ne voterai pas, mon vote n'a jamais rien changé», assène-t-elle. Seuls 26,2 millions de Sud-Africains se sont inscrits sur les listes pour choisir leurs représentants dans quelque 250 municipalités, sur 40 millions de personnes en âge de voter. Le scrutin est ouvert jusqu'à 19h00 GMT. Dans le KwaZulu-Natal, des habitants ont creusé une tranchée et bloqué l'accès à un bureau de vote dans la zone rurale d'Umzinto, en signe de protestation contre le candidat local de l'ANC, a constaté un photographe de l'AFP.

Libye

# Les élections générales s'annoncent sous de «bons auspices»

■ Les élections générales, prévues en décembre et janvier prochains en Libye, s'annoncent désormais sous de «bons auspices», à la faveur des préparatifs entrepris et des progrès réalisés sur le plan sécuritaire, marqué notamment par une prochaine mise sur pied d'un mécanisme concret de retrait des mercenaires et forces étrangères du pays.



Par Moncef Gh.

Tous les autres détails indisponibles au succès de ce rendez-vous électoral ont été pris en considération, à l'instar de la sécurisation du scrutin et de la mise en place du cadre législatif devant encadrer l'opération de vote.

Le ministre libyen de l'Intérieur, Khaled Mazen, a indiqué récemment au cours d'un forum sur la sécurisation des prochaines élections, tenu à Tripoli, que «tous les besoins des départements de sécurité seront satisfaits», en vue d'assurer un bon déroulement du scrutin.

Sur le plan législatif, la Haute commission électorale nationale (HNEC) de Libye a annoncé, dimanche dernier, son plan, en précisant que «le second tour de l'élection présidentielle, si besoin est, se tiendra en même temps que les élections législatives», prévues fin janvier 2022.

«Le Commissaire annoncera les résultats des deux processus électoraux simultanément une fois qu'ils seront achevés», a indiqué le président de la HNEC,

Imad Al-Sayah.

Par ailleurs, les préparatifs techniques des prochaines élections sont achevés à plus de 80 %. «Les préparatifs techniques ont été finalisés à 80, voire 90 %», avait assuré, début octobre, Al-Sayah.

Dans ce registre, il y a lieu de rappeler que la HNEC a déjà procédé à l'actualisation du fichier électoral, à la numérotation des centres de vote et à la formation des cadres devant superviser le scrutin. Plus de 2,83 millions de Libyens, sur une population de quelque sept millions, se sont inscrits sur la plateforme en ligne mise en place par la HNEC jusqu'à la fermeture des inscriptions, mi-août.

L'ONU, l'Union africaine (UA), la Ligue des Etats arabes et l'Union européenne (UE) ont toutes fait part de leur disponibilité à aider la Libye pour la bonne organisation des prochaines élections.

**Retrait des mercenaires, un gage de plus pour le succès du scrutin**

Outre les préparatifs tech-

niques et logistiques qui vont bon train, la question de retrait des mercenaires et forces étrangères de Libye, jusqu'ici principale entrave au retour total de la paix dans le pays, tend à connaître son épilogue.

Le mécanisme devant faciliter le retrait des mercenaires et forces étrangères dont le nombre dépasse les 20 000 combattants, est sur le point d'être mis sur pied, samedi, le chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), Jan Kubis.

«Le mécanisme en question viendra concrétiser le plan de retrait des mercenaires qui a été décidé par le Comité militaire mixte libyen (5+5) lors de sa réunion du 8 octobre dernier à Genève en Suisse, conformément aux recommandations des Conférences de Berlin 1 et 2 et aux décisions pertinentes du Conseil de sécurité», a souligné M. Kubis.

Selon ce dernier, le retrait des mercenaires et forces étrangères de Libye sera «progressif, équilibré et séquentiel», en concertation avec les pays voisins.

Le retrait des mercenaires est, selon les autorités libyennes, un

préalable pour le succès des prochaines élections et l'aboutissement du processus politique en cours.

«Nous voulons organiser des élections loin des armes», avait déclaré Najla Al-Mangoush, cheffe de la diplomatie libyenne, au lendemain de sa nomination.

Selon le Comité militaire mixte libyen (5+5), le retrait des mercenaires est indispensable aussi à la réunification de l'institution militaire en Libye et au recouvrement total de la souveraineté du pays.

Les Conférences de Berlin 1 et 2 ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité plaident en faveur de l'évacuation des mercenaires pour l'accélération du règlement de la crise en Libye qui boucle déjà 10 ans, depuis la mort de Maammar Kaddafi.

**L'ONU appelle à maintenir le calendrier initial des élections**

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a appelé le Parlement libyen à respecter le calendrier initial des élections présidentielle et législatives, qui avait fixé au 24 décembre la tenue du double scrutin.

Cruciaux pour l'avenir de ce pays enlisé dans une crise politique majeure depuis une décennie, les deux scrutins devaient initialement se tenir le même jour mais le Parlement a décidé début octobre de les dissocier : la présidentielle reste prévue le 24 décembre mais les législatives se tiendront un mois plus tard.

La Manul, qui «suit de près la finalisation du cadre juridique des élections par le Parlement», a appelé au respect du principe d'élections présidentielle et législatives simultanées, conformément au processus politique initié par l'ONU en novembre et aux résolutions du Conseil de sécurité sur la Libye.

«Il est nécessaire pour préserver l'intégrité du processus électoral, renforcer sa crédibilité (...) et garantir l'acceptation des résultats des scrutins», a insisté la mission onusienne dans un communiqué publié dans la nuit de samedi à dimanche.

La Libye tente de s'extraire d'une décennie de crise, depuis la mort de Maammar Kaddafi.

Un nouveau gouvernement intérimaire a été désigné en début d'année, sous l'égide de l'ONU, pour mener la transition d'ici les élections générales de fin d'année.

**L'UA et l'ONU signent un accord sur le rapatriement des migrants depuis la Libye**

L'Union africaine (UA) et l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont signé un protocole d'accord sur le rapatriement des migrants illégaux de Libye, rapportent, dimanche, des médias.

L'Union africaine a déclaré, dans un communiqué, qu'en vertu de cet accord conjoint, un premier groupe de 500 migrants sera rapatrié vers le Rwanda, notant que le groupe comprend des enfants et des jeunes qui étaient tous en danger, rapporte l'agence de presse libyenne (LANA).

L'Union africaine a souligné que «l'agence des Nations unies pour les réfugiés s'efforcera de trouver des solutions à ces problèmes et que certains migrants pourraient bénéficier d'une réinstallation dans un pays tiers, ou de retourner dans des pays où l'asile a été précédemment accordé ou retourner dans leur pays d'origine si les conditions de sécurité sont assurées».

L'organisation continentale a indiqué que plus de 4 400 migrants ont été évacués de Libye vers d'autres pays depuis 2017.

M. Gh.

Tunisie

## Arrestation à Tataouine de deux terroristes recherchés

Deux terroristes recherchés ont été arrêtés vendredi à Tataouine en Tunisie, a rapporté samedi soir la Garde nationale, citée par la TAP.

«La brigade de recherche et d'investigation de la Garde nationale de Tataouine et le service de la prévention du terrorisme ont arrêté, vendredi, deux terroristes recherchés et devant comparaître devant le Tribunal de première instance de Tunis pour "appartenance à une organisation terroriste"», a indiqué le porte-parole de la Garde nationale.

Les deux terroristes, «qui font l'objet d'une peine de prison de 5 ans, ont été placés en garde à vue», ajoute la même source dans un communiqué publié samedi.

Le ministère de l'Intérieur avait annoncé, vendredi, le démantèlement d'une cellule terroriste affiliée à l'organisation «Daech», active dans le gouvernorat de Tataouine.

Cette cellule planifiait des attaques terroristes contre les unités sécuritaires et militaires.

**Six tentatives d'émigration déjouées, 125 migrants secourus**

Les gardes-côtes tunisiens ont déjoué, dans la nuit de samedi à dimanche, six tentatives d'émigration depuis la côte Est de la Tunisie et secouru 125 migrants, a annoncé, dimanche, le ministère tunisien

de l'Intérieur.

«Dans le cadre de la lutte contre le phénomène des migrations irrégulières, des unités de la Garde nationale à Monastir, Sfax, Sousse et Nabeul, ont déjoué six tentatives de franchissement des frontières maritimes et secouru 125 passagers», a indiqué le ministère dans un communiqué.

Parmi les migrants interceptés, 112 viennent d'Afrique subsaharienne, l'origine des autres n'ayant pas été précisée.

Le 16 octobre, quatre personnes avaient perdu la vie et 19 autres étaient portées disparues après qu'un bateau transportant des migrants, tous Tunisiens, avait coulé au large de la côte Est tunisienne, près du gouvernorat de Mahdia.

**Secousse tellurique de 4,24 degrés à Degache**

Une secousse tellurique d'une magnitude de 4,24 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée lundi à 05h33mn (heure locale), dans la région de Degache à Tozeur, au sud de la Tunisie, a indiqué l'Institut tunisien de la météorologie (INM), rapporte l'agence de presse TAP.

Les analyses préliminaires effectuées par les stations sismologiques de l'INM, situent l'épicentre de la secousse à 34,09 degrés de latitude et 8,27 degrés de longitude.

Jil N.





## Natation - 4<sup>e</sup> étape de la Coupe du monde Sahnoun réalise les minima B pour le Mondial d'Abou Dhabi

Le nageur algérien Oussama Sahnoun a réalisé les minima B du 100 m NL qualificatif au Mondial d'Abou Dhabi en petit bassin (décembre-2021), lors de sa participation à la 4<sup>e</sup> et dernière étape de la Coupe du monde, disputée du 28 au 30 octobre dans la ville russe de Kazan. Le nageur de l'équipe nationale algérienne a disputé au rendez-vous de Kazan trois courses : 100m et 200m nage libre et le 50 m papillon. Il a enregistré 48s 56 au 100 m NL, soit les minima B pour participer aux Mondiaux en petit bassin (25m) prévus du 16 au 21 décembre prochain à Abou Dhabi (Emirats arabes unis). «Sahnoun a réussi à décrocher les minima pouvant lui permettre de participer aux mondiaux d'Abou Dhabi. Ce qui est positif, c'est le retour progressif d'Oussama Sahnoun à son véritable niveau, puisqu'il avait signé précédemment 49 secondes, et est descendu aujourd'hui à 48 secondes. Nous espérons qu'il va poursuivre sa progression pour être au top au Mondial», a indiqué à l'APS le directeur des équipes nationales, Lamine Benabderrahmane. «Oussama a

entamé ses entraînements avec son nouveau club allemand, Frankfurt, juste après sa participation aux JO de Tokyo, avec l'espoir de retrouver la forme qui était la sienne lorsqu'il était au sein du club de Marseille», a ajouté Lamine Benabderrahmane.

Sahnoun (29 ans) avait également pris part à la 2<sup>e</sup> étape de la Coupe du monde organisée à Doha, où il avait terminé à la 6<sup>e</sup> place de la finale du 50 m en 22s 26c. Le natif de Constantine fait partie du groupe de nageurs de l'équipe nationale concernés par le Mondial d'Abou Dhabi, les Mondiaux-2022 en grand bassin prévus mai prochain au Japon, ainsi que les Championnats arabes en grand bassin en mars prochain en Algérie et les Jeux méditerranéens d'Oran en juin prochain. Par ailleurs, l'Algérie a été sacrée championne arabe «seniors» de natation, en petit bassin (25 m), lors de l'édition-2021 organisée du 24 au 27 octobre à Abou Dhabi aux Emirats arabes, avec un total de sept médailles décrochées par le duo Jaouad Syoud-Abdellah Ardjoune.

## Championnat arabe des clubs de handball (matchs de classement) Victoires de la JSE Skikda et de la JS Saoura

Les clubs de handball algériens, la JSE Skikda et de la JS Saoura, se sont imposés dimanche en matchs de classement du Championnat arabe des clubs, devant respectivement les clubs émiratis d'Al-Ain (30-23) et Al-Jazira (34-24), en Tunisie. La

JS Saoura termine ainsi à la 9<sup>e</sup> place, tandis que les Skikdis joueront un dernier match de classement pour les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> places. La finale du tournoi qui a regroupé 10 clubs répartis en deux poules, est programmée pour aujourd'hui à Hammamet.

## 33<sup>e</sup> édition du Tour cycliste du Burkina Faso (3<sup>e</sup> étape) Hamza Yacine remporte le maillot du meilleur sprinter

L'Algérien Hamza Yacine a remporté le maillot du meilleur sprinter lors de la troisième étape du Tour cycliste du Burkina Faso, disputée dimanche sur une distance de 141,8 kilomètres, entre Dedougou et Koudougou. La course a été remportée par le Belge Niels Vandyck, devant le Suisse Daniel Bilchman, alors que le Marocain Oussama Khafi a complété le podium en prenant la troisième place. La 4<sup>e</sup> étape de cette 33<sup>e</sup> édition du Tour cycliste du Burkina Faso était prévue hier. Elle se déroulera sur une distance de 156 kilomètres, entre Laye et Ouahigouya. Conduite par le Directeur des équipes nationales (DEN), Abdesslam Dahmane, la sélection algérienne participe à cette compétition avec l'intention de préparer d'autres importantes échéances internationales, dont les prochains Championnats arabes, prévus du 12 au 28 novembre 2021 au Caire, ainsi que les Championnats d'Afrique de 2022 et les Jeux Méditerranéens de la même année, à Oran.

podium, en prenant la troisième place. La 4<sup>e</sup> étape de cette 33<sup>e</sup> édition du Tour cycliste du Burkina Faso était prévue hier. Elle se déroulera sur une distance de 156 kilomètres, entre Laye et Ouahigouya. Conduite par le Directeur des équipes nationales (DEN), Abdesslam Dahmane, la sélection algérienne participe à cette compétition avec l'intention de préparer d'autres importantes échéances internationales, dont les prochains Championnats arabes, prévus du 12 au 28 novembre 2021 au Caire, ainsi que les Championnats d'Afrique de 2022 et les Jeux Méditerranéens de la même année, à Oran.

L'équipe algérienne de football des moins de 18 ans (U18) affrontera son homologue tunisienne le mardi 9 novembre au stade d'Ariana

(Tunisie) à 14h00, en match d'ouverture (Gr.A) du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) de la catégorie, selon le calendrier dévoilé par l'instance

# Mise à jour de la Ligue I Chaud derby à Alger, le RCR en danger

■ Deux matchs comptant pour la mise à jour de la première journée de la Ligue I de football seront programmés aujourd'hui. Ils devraient tenir en haleine les férus de la balle ronde nationale.



MCA-CRB en vedette

Par Mahfoud M.

En effet, un chaud derby qui se jouera dans la capitale, précisément au stade de Dar El Beida, où le Mouloudia d'Alger donnera la réplique au champion sortant, le CR Belouizdad. Le Doyen, qui a battu le NCM, fera tout ce qui est en son pouvoir pour aligner un autre succès qui lui permettra de rester dans la course pour une place honorable cette saison et oublier le scénario de la saison passée où il avait terminé à une décevante place. Les Vert et Rouge savent ce qui les attend lors de ce derby et n'ignorent pas que la situation est quelque peu difficile. Mais ils restent déterminés à assurer un résultat probant. Les poulains du Tunisien Khaled Benyahia se doivent d'être concentrés sur leur sujet durant les quatre vingt dix minutes de la partie pour éviter toute mauvaise surprise, sachant ce genre de matchs se joue sur des détails et tout reste possible tant que l'arbitre n'a pas sifflé la fin de la partie. De son côté, le CR Belouizdad a été tenu en échec lors de son match disputé à domicile face au CS

Constantine, pour le compte de la deuxième journée de la Ligue I et démarre mal cette saison, ce qui ne cadre pas avec le beau parcours réussi en éliminatoires de la Ligue des champions d'Afrique qui lui a permis de passer en phase des poules. Le Chabab est décidé à effacer ce semi-échec face aux Constantinois et les joueurs savent bien qu'un succès face au Mouloudia rassurera les fans qui oublieront ce faux départ. Les protégés du Brésilien Paqueta savent ce qui les attend lors de ce match très difficile et se donneront certainement à fond pour réussir un résultat probant. Les deux équipes aligneront une équipe au complet, ce qui donnera donc une rencontre très disputée des deux côtés. Le deuxième match en retard programmé pour aujourd'hui, verra le RC Relizane se déplacer à Béchar pour y rencontrer la JS Saoura. Il est clair que les gars du Rapid seront en danger face à cette bonne équipe de la Saoura qui a réussi aussi un bon parcours lors des éliminatoires de la Coupe de la Confédération africaine. Les Bécharis feront tout leur possible pour remporter les trois points du succès qui leur permettront de

bien débuter cette saison. A noter que le RCR s'est déplacé à Béchar dans la difficulté en raison des tracas financiers qu'il connaît ces derniers temps. Cette situation a irrité au plus haut point l'ancien gardien de but international, Bouhrara, qui coache cette équipe. Il a émis, dans une déclaration, des craintes concernant ce déplacement en raison de l'incapacité de la direction du club, confrontée à d'énormes problèmes financiers, «de le préparer dans de bonnes conditions», a-t-il déclaré.

Bouhrara risque à nouveau de se passer des services de ses nouvelles recrues, vu que la direction du club n'a toujours pas levé l'interdiction de recrutement dont elle fait l'objet en raison de ses dettes vis-à-vis d'anciens joueurs, a-t-il encore fait savoir. Ce même motif a d'ailleurs contraint le driver du «Rapid», en poste depuis juillet dernier, à faire appel à plusieurs joueurs de l'équipe réserve pour arrêter sa liste face au WA Tlemcen samedi. Dans ce match, il s'est retrouvé avec seulement huit seniors disposant de leurs licences, vu qu'ils faisaient partie de la saison passée. M. M.

Fédération algérienne de football

## Fin de fonctions du secrétaire général Mohamed Saâd

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine, a mis fin aux fonctions du secrétaire général Mohamed Saâd, en poste depuis 2017, a-t-on appris, dimanche soir, auprès de l'instance fédérale. Le patron de la

FAF a annoncé la nouvelle aux membres du bureau fédéral, au cours de la réunion statutaire qui s'est déroulée ce dimanche. En attendant la désignation d'un nouveau secrétaire général, le président de la FAF a confié l'intérim au SG adjoint, Réda Ghazel, précise

la même source. Mohamed Saâd avait été nommé au poste de secrétaire général juste après l'élection de l'ancien président de la FAF, Kheireddine Zetchi, en mars 2017.

Tournoi de l'UNAF (U18)

## Tunisie-Algérie en match d'ouverture le 9 novembre au stade d'Ariana

L'équipe algérienne de football des moins de 18 ans (U18) affrontera son homologue tunisienne le mardi 9 novembre au stade d'Ariana

(Tunisie) à 14h00, en match d'ouverture (Gr.A) du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) de la catégorie, selon le calendrier dévoilé par l'instance

nord-africaine samedi soir sur sa page officielle Facebook. La sélection libyenne, l'autre pensionnaire du groupe A sera exempte. Les Algériens enchaî-

neront en défiant la Libye, le jeudi 11 novembre au stade d'Ariana (14h00). Le groupe B est composé du Maroc, de l'Egypte et de la Mauritanie qui

participe en tant qu'invité du tournoi. Le premier de chaque groupe se qualifie pour la finale, prévue le lundi 15 novembre au stade du Kram (14h30).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ammar Belhimer :

## L'Algérie immunisée grâce à la cohésion de son front intérieur



**LE MINISTRE** de la Communication, Ammar Belhimer, a affirmé que «l'Algérie est aujourd'hui immunisée grâce à la cohésion de son front intérieur et à la politique judicieuse de l'Etat visant à édifier une nation développée et solidaire», appelant à œuvrer au parachèvement de ce processus à travers une participation «effective» aux prochaines élections locales. Dans une allocution à l'occasion du 67<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre du 1<sup>er</sup> Novembre, le ministre a indiqué que «l'Algérie est aujourd'hui immunisée grâce à l'unité et à la cohésion du front intérieur et à la politique judicieuse de l'Etat visant à édifier une nation développée et solidaire, dirigée par des institutions élues de manière démocratique et transparente». «Tout un chacun est appelé à œuvrer au parachèvement de la construction de cet

édifice institutionnel, en participant activement aux élections locales prévues à la fin de ce mois pour barrer la route, de nouveau, aux ennemis de la nouvelle Algérie», a-t-il ajouté. Et de préciser : «Aujourd'hui, nous avons grandement besoin de préserver le serment des chouhada en défendant la question de la Mémoire, de manière complète et intégrale, et en travaillant avec sincérité au service de la patrie qui fait l'objet de convoitises par les ennemis et traîtres», soulignant que «leurs plans pervers ont échoué grâce à la conscience du peuple et la force de ses institutions constitutionnelles loyales, en tête desquelles l'ANP, digne héritière de l'ALN». S'exprimant sur l'anniversaire du 1<sup>er</sup> Novembre, le ministre de la Communication a affirmé que «l'Algérie célèbre cet anniversaire avec fierté», rappelant que cette Glorieuse guerre «a marqué de son empreinte l'histoire de l'Humanité à travers des hauts faits héroïques, devenus des modèles à méditer pour les âmes éprises de liberté». «Ce grand anniversaire, qui résume les éléments de la force de la nation algérienne fondée sur l'amour de la patrie, l'union, la fraternité et la solidarité, est source d'inspiration pour rester fidèle aux sacrifices des aïeux et inculquer aux jeunes générations les hautes valeurs et principes nobles par lesquels l'Algérie se construit et prospère», a-t-il conclu. **R.N.**

Foot-Ligue 1 (match retard)

## Les joueurs du RC Relizane boudent le déplacement de Béchar

**LES JOUEURS** du RC Relizane ont refusé de se rendre à Béchar pour affronter la JS Saoura aujourd'hui, dans le cadre de la mise à jour du championnat de Ligue 1 de football, a indiqué, hier à l'APS, l'entraîneur de cette équipe, Lyamine Bougherara. Selon l'ancien gardien de but international, les joueurs se sont déplacés comme prévu hier à Oran pour prendre le vol à destination de Béchar, mais comme la direction du club, qui a promis de leur octroyer la prime de la victoire contre le WA Tlemcen lors de la précédente journée, n'a pas tenu sa promesse, ils ont décidé de rebrousser chemin et rentrer à Relizane. Le coach Bougherara s'est dit «très déçu» de la tournure des événements, ajoutant que face à cette situation il devrait «réfléchir par deux fois» avant de poursuivre l'aventure avec le «Rapid». N'ayant déjà pas réussi encore à qualifier les huit nouvelles recrues de son équipe, la direction du RCR, présidée par

Sid Ahmed Abdessadok qui a succédé l'été passé à Mohamed Hamri, a également promis à ses protégés la semaine précédente de leur verser un salaire, mais en vain. Son «faux bond» a incité les hommes de Bougherara à bouder deux séances d'entraînements, alors que certains d'entre eux ont carrément boycotté le match face au WAT, le premier du RCR cette saison, rappelle-t-on.

**Racim S.**

Elections locales

## Aouchiche : le FFS participe pour «défendre l'unité nationale»

**LE PREMIER** secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a affirmé, hier à Alger, que la participation de son parti aux élections locales du 27 novembre reflétait son engagement à «défendre l'unité nationale et l'intégrité territoriale du pays». «Notre participation est due en priorité à notre

engagement pour la défense de l'unité nationale et l'intégrité territoriale du pays», a indiqué M. Aouchiche lors d'une rencontre avec les candidats du parti de la wilaya d'Alger aux élections du 27 novembre. «L'ambition du FFS, c'est d'être en permanence aux côtés des Algériens, en partageant leur vécu quotidien et leur

espoir pour l'édification d'un avenir meilleur», a-t-il souligné. Selon le même responsable, le FFS «est présent dans les quartiers populaires, grâce à l'intégrité et à l'engagement sincère de ses militants» pour «un véritable changement et un nouveau mode de gouvernance».

**Halim N.**

## Patate à 150 da



Djalou@hotmail.com

Exportation de gaz vers l'Espagne exclusivement via Medgaz

## Attar : l'Algérie techniquement capable

■ L'Algérie est capable, sur le plan technique, de garantir, dès ce lundi, la totalité de ses livraisons gazières vers l'Espagne via le gazoduc Medgaz et les méthaniers, après la décision du non renouvellement du contrat du GME, reliant les deux pays via le Maroc, qui a expiré dimanche à minuit, a indiqué l'expert énergétique et ancien ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar.

Par Yanis F.

«**L**e Medgaz peut prendre en charge toutes les livraisons grâce au renforcement prévu des capacités à 10,5 milliards m<sup>3</sup> par an, mais en compensant le différentiel par des livraisons en GNL», a souligné M. Attar dans un entretien à l'APS. En effet, le Gazoduc Maghreb-Europe (GME) avait une capacité d'environ 13 milliards de mètres cubes (m<sup>3</sup>) par an. Mais depuis quelques années, il était exploité avec un volume annuel qui ne dépassait pas les 4 à 6 milliards m<sup>3</sup>/an, tandis que Medgaz acheminait 8,5 milliards m<sup>3</sup> par an. Ces volumes de gaz, en dehors des fournitures au Maroc d'environ 600 à 800 millions m<sup>3</sup> par an, étaient acheminés aux marchés espagnol et portugais. L'expert rassure ainsi de la capacité de la partie algérienne à prendre en charge toutes ces quantités, à travers Medgaz et en recourant aux GNL. «C'est ce que les autorités algériennes ont déclaré pour rassurer les marchés espagnol et portugais et il n'y a aucune raison d'en douter», a-t-il indiqué. M. Attar souligne, dans ce sens, que Sonatrach et ses clients étaient «certainement» en train de travailler sur des solutions pour faire face aux défis relatifs à l'augmentation de la demande

en hiver qui pourrait dépasser les capacités journalières du Medgaz, et à la disponibilité des méthaniers nécessaires pour le GNL et celle de capacités de regazéification sur les côtes espagnoles. Toutefois, Sonatrach doit, à moyen et long terme, «se battre et gérer parfaitement cette situation en vue de protéger son marché espagnol et portugais par rapport à la compétition avec d'autres fournisseurs qui guettent aussi ce marché». S'agissant de l'abandon

du GME, M. Attar a fait observer que «ce gazoduc a certes été réalisé dans un but commercial pour exporter une ressource vers un marché, mais aussi dans le but de consolider et renforcer les liens régionaux et construire le Maghreb uni». «Je ne pense pas que l'Algérie ait pu faillir, à un moment quelconque, dans la construction de celui-ci et ce qui arrive aujourd'hui n'est pas de sa faute...», a-t-il soutenu.

**Y. F.**

Tizi-Ouzou

## Des prévisions de production oléicole appréciables malgré les incendies

**LES PRÉVISIONS** de production d'huile d'olive sont «appréciables» malgré les incendies ravageurs de l'été dernier, a-t-on appris de la direction locale des services agricoles. Selon le chef de service Organisation de production et appui technique (OPAT), auprès de cette direction, Nadir Boussa, une production d'environ 12,3 millions de litres d'huile d'olive est attendue cette saison à travers la wilaya, observant que «la campagne oléicole 2021/2022 aurait pu être exceptionnelle, si ce n'étaient les incendies. Elle est, toutefois, bonne du point de vue

rendement et acceptable en termes de production d'huile», a-t-il dit. Rappelant que la production oscille de l'excellente à faible de saison en saison, en raison du phénomène de saisonnement de la variété d'olive Chamlal qui domine les vergers de la wilaya et qui est productive une année sur deux, M. Boussa a relevé que la wilaya «aurait pu réaliser cette année une production de 19 millions de litres d'huile comme ce fut le cas durant la saison 2019/2020, voire plus». Toutefois, la production de cette saison 2021/2022 sera meilleure que celle de la saison écoulée (2020/2021) qui a été d'un peu plus de 7 millions de litres d'huile, a-t-on observé de même source. «La filière oléicole a été certes affectée par les incendies du mois d'août dernier qui ont ravagé environ 11 000 hectares d'oliviers, toutefois l'Etat a engagé des mesures à même de la relancer par notamment des travaux d'assainissement des sites incendiés et des programmes de taille, de greffage de replantation des vergers brûlés», a ajouté M. Boussa.

**S. D.**